



Faire face à la crise

(1) Actuellement, il ne se passe pas un seul jour en Europe et ailleurs dans le monde où l'on ne perçoive pas de nouveaux signes et d'autres symptômes d'une crise profonde de l'organisation de notre vie économique. Nombreux sont ceux et celles qui en subissent aujourd'hui directement les conséquences. Quant aux décisions prises et aux moyens utilisés jusqu'ici, il semble qu'ils aient fait long feu, sans beaucoup d'effet.

Cette crise s'est aussi transformée en une crise de confiance envers les institutions en place. Nombreux sont ceux et celles qui se sentent profondément insécurisés. Au cours de ces derniers mois, beaucoup de gens, notamment des jeunes, sont descendus dans la rue pour exprimer leur mécontentement et leurs inquiétudes à propos de la situation politique et économique de leur pays et de la société. Ils font prendre conscience de la dimension sociétale de la crise. Aucune institution ne dispose d'une réponse suffisante et exclusive. On ne pourra regagner la confiance perdue qu'en recherchant des solutions par le dialogue et dans un processus démocratique et participatif vivant.

Nous ressentons la profonde inquiétude de ces personnes comme une invitation à retrouver le primat politique de la démocratie et de l'économie sociale de marché face aux marchés anonymes. Ces manifestations sont un appel à rechercher une solution à la crise qui fasse droit à toutes les générations. Il ne faut pas que les problèmes qui se sont accumulés soient transmis en héritage aux générations suivantes.

(2) C'est avant tout le surendettement exorbitant des états et des sociétés qui a provoqué chez nous cette crise. Ce qui pose du même coup la question de notre style de vie dans les pays occidentaux. La vie de nos états et de nos sociétés, basée sur un crédit (apparemment) illimité, a perdu sa crédibilité et a manifestement atteint ses limites. D'un point de vue chrétien, on est profondément convaincu qu'une crise porte en même temps un appel à changer de direction et à réfléchir autrement. Les Églises protestantes d'Europe prennent une part active aux discussions et aux incitations en vue d'un style de vie nouveau et responsable. Il faut que ces débats se déroulent dans nos Églises, dans nos sociétés et dans nos pays de manière plus vigoureuse et plus résolue pour parvenir à mettre en œuvre ces changements.

(3) La crise de la dette impose à beaucoup de sociétés européennes des plans d'austérité de grande ampleur. Il faut réajuster les systèmes sociaux. Il semble que ce soit inévitable. Mais cela a dès maintenant pour conséquence d'augmenter le nombre des pauvres et des chômeurs. Il est d'autant plus important de rappeler que l'une des caractéristiques essentielles de l'Europe est le modèle social européen associant étroitement solidarité et subsidiarité. Lors de toutes les prochaines mesures de réforme, il conviendra de ne pas perdre de vue que le plus

fort peut porter une charge plus lourde que le plus faible, et que cela est valable dans le cadre de la société, mais aussi dans les rapports entre les États européens.

En 2010, l'Union européenne a fixé pour objectif à ses États membres de faire sortir vingt millions de personnes de la pauvreté d'ici 2020 dans l'UE. Il faut s'y tenir résolument.

(4) Cette crise de la dette et du budget, qui a été précédée par une crise des finances et de la banque, révèle une injustice majeure : les profits sont privatisés, mais les pertes et les risques sont étatisés. L'économie financière doit contribuer elle aussi à la solution de la crise et à l'acquittement des dettes. Il faut adopter et mettre en œuvre rapidement la proposition de la Commission européenne concernant la création d'une taxe sur les transactions financières dans l'UE et souhaiter que cette taxe soit très prochainement préparée et mise en place. En outre, il conviendrait d'obtenir que cette mesure soit mise en application dans le cadre du G20.

(5) Cette crise fait subir à l'Union européenne la mise à l'épreuve la plus sérieuse de son histoire. C'est précisément pour cette raison que le processus d'unification de l'Europe au moyen de l'Union européenne représente une chance dans l'histoire du continent qu'il s'agit de préserver et de renforcer avec courage et discernement. La CECA elle-même, qui est à l'origine du processus, provenait d'une décision courageuse face à une crise économique dramatique dans le secteur du charbon et de l'acier. Il en est sorti ce modèle, jusqu'ici couronné de succès, d'une « union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe » (Traité de Lisbonne). Les décisions du dernier sommet européen indiquent que l'on s'efforce d'aller vers une coopération plus étroite en matière de politique financière et économique. Il faudrait que cette « economic governance » soit enracinée dans le processus communautaire, avec la participation de la commission et du parlement européen. Nous avons la conviction que le processus d'unification européenne qui, au cours de ces dernières décennies, a assuré la paix et permis la prospérité en Europe ne doit pas être mis en échec du fait de la crise actuelle.

Présidence de la CEPE

Past. Dr. h.c. Thomas Wipf, Berne

Dr. Stephanie Dietrich, Oslo

Prof. Dr. Michael Beintker, Münster

Vienne, 7ème décembre 2011